

RAPPORT DE GESTION ET REVUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 2017

Les commentaires suivants visent à fournir une revue et une analyse des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie d'Opsens inc. pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 août 2017, en comparaison avec les périodes correspondantes terminées le 31 août 2016. Dans le présent rapport de gestion («MD&A»), «Opsens», «la Société», «nous», «notre» et «nos» désignent Opsens inc. et sa filiale. Ce rapport doit être lu et interprété en relation avec l'information contenue dans nos états financiers consolidés annuels pour les exercices terminés les 31 août 2017 et 2016, qui ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par le Conseil des normes comptables internationales. Ce document a été préparé le 14 novembre 2017. Tous les montants sont en dollars canadiens sauf indication contraire.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs à l'égard de la Société. Ces énoncés prospectifs, de par leur nature, exigent de la Société qu'elle fasse certaines hypothèses et comportent nécessairement des risques connus et inconnus et des incertitudes qui pourraient amener les résultats réels à différer sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas des garanties de performance. Ces déclarations prospectives, incluant les perspectives financières, peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à, des commentaires liés aux affaires de la Société ou des objectifs financiers, ses stratégies ou actions futures, ses cibles, ses attentes relatives aux conditions financières ou prévisions pour les opérations et les futurs paiements de contingence. Des mots tels que «peut», «fera», «devrait», «pourrait», «s'attend à», «croire», «planifier», «anticiper», «avoir l'intention», «estimer», «continuer» ou leurs négatifs ou toute autre terminologie semblable, ainsi que les termes comparables habituellement utilisés au futur et au conditionnel, visent à identifier les énoncés prospectifs.

L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur des hypothèses importantes ayant permis de tirer une conclusion ou d'émettre une prévision ou une projection, y compris les perceptions de la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et des développements futurs prévus, ainsi que d'autres considérations que l'on croit appropriées dans les circonstances. La Société considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose actuellement, mais avise le lecteur que ces hypothèses relatives à des événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et incertitudes qui pourraient affecter la Société et ses affaires. L'information prospective énoncée reflète les attentes de la Société au 14 novembre 2017 et est sujette à changement après cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autre, sauf tel que requis par la loi.

APERÇU

La Société se concentre principalement sur la mesure de la réserve de débit fractionnaire ou Fractional Flow Reserve («FFR») dans le marché de la cardiologie interventionnelle. Opsens offre un fil guide optique de mesure de pression (OptoWire) qui vise à améliorer les résultats cliniques chez les patients avec des maladies coronariennes. Opsens opère également dans le secteur industriel par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive Opsens Solutions inc. («Solutions»). Solutions développe, fabrique et installe des solutions de mesure innovantes qui utilisent la fibre optique pour des applications critiques comme la surveillance des puits de pétrole et plusieurs autres applications industrielles exigeantes.

Dans le domaine de la cardiologie interventionnelle, au cours de l'exercice 2015, Opsens a amorcé une mise en marché contrôlée de son OptoWire et de son OptoMonitor afin de fournir aux cardiologues un fil guide de pression aux performances optimisées pour naviguer dans les artères coronaires et traverser les blocages avec facilité, tout en mesurant la pression artérielle intracoronaire. Ce procédé est appelé mesure de la FFR. Selon la direction et des sources de l'industrie ⁽¹⁾, le marché de la FFR atteint environ 450 millions \$US en 2017 et devrait dépasser un milliard \$US annuellement à moyen terme.

(1) Les calculs d'Opsens sur le marché FFR sont basés sur les propos de R. Scott Huenekens, "Volcano's CEO Hosts NASDAQ Analyst Day" TRANSCRIPT p.5 (2013-03-7), de JOHN T. DAHLDOERF, "Volcano's Annual Report 2012") et StJude Medical 2015 Investors Conference, February 6, 2015.

Au cours de l'exercice 2015, Opsens a obtenu l'approbation commerciale pour l'OptoWire I et l'OptoMonitor sur les territoires des États-Unis, de l'Europe, du Japon et du Canada, qui sont les plus grands marchés du monde en cardiologie interventionnelle et représentent approximativement 85 % du marché total pour les produits FFR.

Le 16 mars 2016, Opsens a annoncé la réception de l'approbation 510(k) de l'*U.S. Food and Drug Administration* (FDA) pour l'OptoWire II. Cette étape réglementaire majeure permet à la Société de commercialiser son fil guide optique aux États-Unis, le plus grand marché au monde pour ce type de produits. Cette approbation réglementaire s'ajoute à celles obtenues auparavant au Japon et en Europe. De plus, le 22 juin 2016, la Société a annoncé la réception de l'approbation de Santé Canada pour l'OptoWire II pour commercialiser son fil guide optique au Canada.

L'OptoWire ne cesse d'obtenir des commentaires positifs de la part de cardiologues de renommée partout dans le monde. Un article du «*Circulation Journal*» publié en août 2016 a mis l'accent sur les performances de l'OptoWire. Plus spécifiquement, l'article a mis en évidence le fait que les fils-guide FFR traditionnels ont montré une dérive de la mesure malgré des efforts importants pour la minimiser. La présence de dérive est un problème significatif et elle est souvent inaperçue avant que le fil guide soit retiré du patient. Lorsque la dérive est présente, elle peut invalider la mesure FFR. Les auteurs mentionnent que leur utilisation d'approximativement 100 OptoWire dans la dernière année n'a montré aucune dérive de la mesure.

Suite à l'obtention des différentes autorisations de commercialiser l'OptoWire II, le nombre de commandes ne cesse d'augmenter. En outre, plusieurs conversions d'hôpitaux au Canada, en Europe et au Japon se sont récemment matérialisées. Opsens a aussi récemment commencé sa mise en marché contrôlée aux États-Unis. Ces développements récents permettent à Opsens de croire qu'elle peut rivaliser dans le marché en croissance de la FFR.

Au Canada, Opsens a entrepris une mise en marché contrôlée avec sa force de vente directe suite à la réussite d'essais cliniques sur 60 patients. Les objectifs de l'étude étaient d'évaluer la facilité d'utilisation, la fonctionnalité et la sécurité de l'OptoWire et de l'OptoMonitor d'Opsens chez les patients avec des maladies coronariennes ischémiques qui sont référés pour une angiographie diagnostique.

Opsens a étendu ses réseaux de ventes au cours de l'exercice terminé le 31 août 2017. Grâce à ses réseaux, Opsens est présente aux États-Unis, dans plus de 30 pays européens, au Moyen-Orient, au Canada et au Japon. Afin de supporter la croissance des revenus, Opsens a relocalisé ses activités médicales dans des nouveaux locaux dans la ville de Québec (Canada) afin d'augmenter sa capacité de production.

En mars 2017, les critères d'utilisation appropriée («CUA») pour une maladie cardiaque ischémique stable ont été mis à jour afin de mettre l'emphase sur l'augmentation de l'utilisation de la FFR étant donné son importance. L'objectif des CUA est de fournir un cadre pour évaluer les pratiques cliniques générales et pour améliorer la qualité des soins. Les conclusions des nouvelles CUA démontrent une augmentation significative de la reconnaissance du rôle et de la valeur de la FFR dans la classification, ce qui devrait être bénéfique pour l'utilisation de la FFR. Les payeurs, y compris l'assurance-maladie, ont utilisé les CUA pour aider à formuler leurs critères de remboursement.

La performance de l'OptoWire a été soulignée à plusieurs occasions tout au long de l'année et plus récemment dans une publication du *Cardiovascular Intervention and Therapeutics*. Selon les résultats obtenus avec 90 unités d'OptoWire, il peut être raisonnable d'utiliser le fil guide d'Opsens comme fil-guide à toute épreuve dans les interventions coronariennes percutanées.

Dans le secteur industriel, l'expertise, la technologie et les produits d'Opsens répondent aux besoins de multiples marchés, notamment l'aérospatiale et la géotechnique, les structures, le pétrole et gaz, l'exploitation minière, les laboratoires et autres. À titre d'exemple, pour la surveillance de l'intégrité des structures ("SHM" pour *Structural Health Monitoring* en anglais), des méthodes qualitatives et non continues ont longtemps été utilisées pour évaluer les structures et leur capacité à remplir leur fonction. Au cours des dix à quinze dernières années, les technologies SHM ont émergé, créant de nouveaux champs passionnants au sein des différentes branches de l'ingénierie. Le SHM est largement appliqué à diverses formes d'infrastructures et représente une solide opportunité de croissance, d'autant plus que plusieurs pays du monde entrent dans une période importante de construction d'infrastructures variées allant des ponts aux gratte-ciel.

En ce qui concerne le marché du pétrole et gaz, Opsens fournit, par l'intermédiaire d'un distributeur, des systèmes de capteurs à fibre optique qui procurent en temps réel des mesures de pression et de température fiables au fond des puits. Cette information est particulièrement critique lors d'opérations telles que le *Steam Assisted Gravity Drainage* («SAGD»), un procédé qui récupère le pétrole des sables bitumineux.

Le vaste portefeuille de produits et de technologies d'Opsens peut être adapté pour mesurer divers paramètres dans les conditions les plus difficiles et apporter des avantages importants en termes d'optimisation de la production et de réduction des risques pour l'environnement et la santé.

Opsens détient 10 brevets et dispose de 3 brevets en instance pour protéger les technologies de ses secteurs médical et industriel.

FFR – OCCASION D’AFFAIRES

Pour le marché de la FFR, Opsens a développé l'OptoWire et l'OptoMonitor, des instruments qui évaluent l'importance du rétrécissement artériel (sténose) résultant des maladies coronariennes. Les maladies coronariennes sont l'une des principales causes de décès dans le monde développé et le coût lié à la gestion et au traitement de ces maladies représente un fardeau important pour la société. Au cours des dernières années, la prévalence des maladies coronariennes a augmenté à un rythme rapide. Selon l'*American Heart Association* («AHA»), le nombre d'américains qui subissent une opération ou une procédure cardiovasculaire a augmenté à environ 7,6 millions de patients en 2010. Dans le rapport "*Heart Disease and Stroke Statistics – 2015 Update*" de l'AHA, qui est basé sur des données de santé compilées dans plus de 190 pays, les maladies coronariennes demeurent la 1^{ère} cause de mortalité mondiale avec 17,3 millions de décès par année. Ce nombre devrait dépasser les 23,6 millions de décès en 2030.

Les bénéfices de la FFR ont été démontrés dans plusieurs études cliniques telles que FAME I et FAME II, publiées respectivement en 2009 et 2012 dans le *New England Journal of Medicine*. L'étude FAME I a montré que le traitement guidé par FFR plutôt que par angiographie standard seule a conduit à une réduction de la mortalité, des infarctus du myocarde, des réadmissions pour interventions coronariennes percutanées et des pontages coronariens d'environ 30 % après un an. En 2011, l'*American College of Cardiology Foundation* et l'AHA ont établi une recommandation de classe IIA pour l'utilisation de la FFR lors d'une angiographie, ce qui signifie que la procédure ou le traitement proposé est bénéfique, utile et efficace. Ces développements ont contribué à la croissance du marché. Selon les estimations de la direction et de sources de l'industrie, le marché mondial de la FFR atteint environ 450 millions \$US en 2017 et devrait dépasser 1 milliard \$US annuellement.

INDUSTRIEL – OCCASION D’AFFAIRES

Marché de la surveillance de l'intégrité des structures : les occasions sont principalement liées aux mesures de contrainte, de charge et de déplacement. Les applications se trouvent dans les domaines de la géotechnique, de l'ingénierie civile, de l'énergie, de l'aérospatiale et du pétrole et gaz. Les nouvelles versions industrielles du capteur de contrainte comme l'extensomètre et la cellule de charge sont les principaux produits phares pour ces applications.

Marché des solutions de surveillance de la pression : les opportunités sont principalement liées à des mesures de pression absolues et différentielles. La mesure de la pression se trouve au cœur de nombreuses applications industrielles des domaines de l'énergie, de la géotechnique, du pétrole et gaz et de l'aérospatiale. Les nouvelles versions industrielles du capteur de pression et la plus récente d'un capteur de pression différentielle sont les principaux produits phares pour ces applications.

Marché d'applications traditionnelles de niche : Opsens est actuellement impliquée dans des applications de niche comme les dispositifs électro-explosifs (EED), les SAGD dans l'Ouest canadien et les laboratoires (projets spéciaux et produits personnalisés).

STRATÉGIE D'ENTREPRISE

La stratégie de croissance d'Opsens est de devenir un joueur clé dans le marché de la cardiologie interventionnelle en se concentrant sur la procédure de la mesure FFR où ses produits et technologies présentent des avantages compétitifs. La Société vise également à capitaliser sur ses technologies et produits dans les marchés industriels.

La stratégie de croissance de la Société dans la FFR sera réalisée par :

- Accroissement de sa part dans le marché en forte croissance de la FFR. Opsens a généré des revenus de son offre FFR pour la première fois au cours de l'exercice 2015 dans le cadre de ses activités de mise en marché contrôlée. Au cours de l'exercice 2016, Opsens a développé ses activités de ventes dans plusieurs marchés, ce qui s'est traduit par une croissance importante des revenus. La direction estime que la FFR est utilisée dans plus de 15 % des ICP, mais les analystes de l'industrie suggèrent que jusqu'à 45 % des ICP pourraient avantageusement être combinées à la FFR⁽²⁾. La direction poursuit une stratégie de développement globale du marché qui met en évidence les caractéristiques et les capacités distinctives de l'OptoWire et qui répond aux exigences réglementaires et dépasse les exigences standard de commercialisation afin de gagner des parts de marché sur les concurrents et à contribuer à l'expansion du marché FFR. Initialement, la commercialisation se concentre sur les marchés japonais, américains, européens et canadiens.
- Investissement dans l'innovation pour améliorer les utilisations actuelles des technologies de la Société. L'engagement dans l'innovation a été une force motrice derrière le succès d'Opsens, qui travaille constamment à améliorer son portefeuille de propriété intellectuelle et sa proposition de valeur pour les clients. Dans le marché de la FFR, l'OptoWire est conçu pour fournir :
 - Une meilleure performance mécanique par rapport aux caractéristiques de conception et aux spécifications du produit (comme la capacité de couple et la maniabilité) ;
 - Une meilleure fiabilité de la mesure FFR provenant de la technologie de mesure sans dérive⁽³⁾ de l'OptoWire, ce qui est essentiel à la prise de décision des cardiologues ; les technologies de mesure FFR concurrentes ont des niveaux de dérive plus élevés ;
 - Une meilleure connectivité car la technologie optique de l'OptoWire est insensible à la contamination par le sang. Par conséquent, on peut le rebrancher facilement sans compromettre l'exactitude de la mesure.
- Développement de nouvelles applications pour la technologie médicale de la Société. La Société prévoit mettre à profit ses technologies et ses connaissances dans le domaine des instruments médicaux afin de percer de nouveaux marchés et d'étendre l'utilisation clinique de ses produits. En explorant les possibilités qu'offrent ces nouveaux marchés, la Société prévoit mettre au point de nouveaux produits FFR et se pencher sur la possibilité d'établir des partenariats en matière de développement de produits et de commercialisation avec d'autres chefs de file du secteur.
- Développement et investissement dans les canaux de vente et de distribution FFR.
 - **Ententes de distribution** : Opsens a signé des ententes de distribution dans plus de 30 pays en Europe et en Asie. Ces accords permettent à Opsens d'étendre sa pénétration du marché dans le monde entier. Les accords de distribution en place couvrent les marchés potentiels les plus importants ;
 - **Force de vente** : Opsens prévoit d'étendre son équipe de vente en embauchant du personnel de vente supplémentaire pour la commercialisation des produits FFR. L'expansion de la force de vente visera à accroître la pénétration du marché et de la commercialisation d'Opsens aux États-Unis et au Canada.

La stratégie de croissance dans le secteur industriel sera réalisée par :

(2) D. STARKS, "St Jude Medical 2013 Investor Conference" p.105 (2013-02-01); R. Scott Huennekens, "Volcano NASDAQ Analyst Day" POWERPOINT PRESENTATION p.44 (2013-03-07).
 (3) Selon 60601-2-34 ed3

- Investissement dans l'innovation pour enrichir les applications des technologies de la Société. La gamme industrielle de capteurs à fibre optique de la Société offre des avantages uniques par rapport aux capteurs traditionnels dans de nombreuses industries. Par exemple, les capteurs traditionnels doivent être blindés et mis à la terre pour leur fonctionnement sécurisé dans les aéronefs et les vaisseaux spatiaux. L'utilisation de matériaux composites dans les versions nouvellement développées de ces structures volantes a sérieusement réduit le blindage naturel et la capacité de mise à la terre fournis par la version métallique plus ancienne de ces structures. Les capteurs optiques de contrainte et de pression de la Société ont reçu l'attention des principaux acteurs de l'industrie aérospatiale, car ils ne nécessitent aucun blindage ou mise à la terre et aussi en raison de leur facilité de déploiement.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS - BAIIAVO

La Société examine trimestriellement le résultat net et le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements, variation de juste valeur du dérivé incorporé et les charges de rémunération à base d'actions ("BAIIAVO"). BAIIAVO n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est peu probable que cette mesure soit comparable à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIAVO est défini par la Société comme l'addition du résultat net, des impôts sur les bénéfices, des amortissements, des charges de dépréciation d'actifs, des frais (revenus) financiers, de la variation de la juste valeur du dérivé incorporé et des charges de rémunération à base d'actions. La Société utilise le BAIIAVO pour évaluer sa performance financière historique et future. Cette mesure permet également à la Société de planifier et de faire des projections pour les périodes futures ainsi que de prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. La Société estime que fournir cette information aux investisseurs, en plus des mesures conformes aux IFRS, leur permet de voir les résultats de la Société à travers les yeux de la direction et de mieux comprendre sa performance financière passée et future.

Rapprochement du BAIIAVO et du résultat net

(En milliers de dollars canadiens)	Exercice terminé le 31 août 2017	Exercice terminé le 31 août 2016	Exercice terminé le 31 août 2015
	\$	\$	\$
Résultat net	(6 537)	(9 282)	(2 884)
Impôts sur les bénéfices	-	-	340
Frais financiers (revenus)	(7)	57	(1)
Amortissement des immobilisations corporelles	699	549	385
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	73	62
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	164	732	73
Dépréciation d'actifs	-	-	796
BAIIAV	(5 591)	(7 871)	(1 229)
Rémunération à base d'actions	864	451	317
BAIIAVO	(4 727)	(7 420)	(912)

La variation positive du BAIIAVO pour l'exercice 2017, en comparaison avec l'année dernière, s'explique par l'augmentation des revenus dans le secteur médical et par la comptabilisation de revenus de licence de 1 007 750 \$ (750 000 \$US) suite à l'atteinte d'un jalon découlant de l'accord avec Abiomed. Cet impact positif a été partiellement compensé par des revenus moindre dans le secteur industriel et par l'augmentation des frais de ventes et commercialisation et de recherche et développement tel qu'expliqué plus bas. Aussi, la comptabilisation d'une provision pour créance irrécouvrable dans le secteur industriel a eu un impact négatif sur la BAIIAVO.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SÉLECTIONNÉS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens, sauf pour l'information par action)	Exercice terminé le 31 août 2017	Exercice terminé le 31 août 2016	Exercice terminé le 31 août 2015
	\$	\$	\$
Produits			
Ventes	16 378	9 234	4 841
Droits de distribution	-	-	3 458
Entente de licence	1 374	367	366
	<u>17 752</u>	<u>9 601</u>	<u>8 665</u>
Coût des ventes	10 252	7 970	3 921
Marge brute	7 500	1 631	4 744
Taux de marge brute	42 %	17 %	55 %
Charges (revenus)			
Administration	3 774	3 685	2 616
Ventes et commercialisation	6 975	3 694	1 501
Recherche et développement	3 131	2 744	2 303
Frais financiers (revenus)	(7)	57	(1)
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	164	733	73
Dépréciation d'actifs	-	-	796
	<u>14 037</u>	<u>10 913</u>	<u>7 288</u>
Perte avant les impôts sur les bénéfices	(6 537)	(9 282)	(2 544)
Impôts sur les bénéfices	-	-	340
Résultat net et résultat global	(6 537)	(9 282)	(2 884)
Résultat net de base et dilué par action	<u>(0,08)</u>	<u>(0,14)</u>	<u>(0,05)</u>

Revenus

La Société a enregistré des revenus de 17 752 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à 9 601 000 \$ pour la période correspondante en 2016, une augmentation de 8 151 000 \$ ou 85 %.

Les revenus dans le secteur médical ont totalisé 16 269 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à des revenus de 6 429 000 \$ pour la même période en 2016. L'augmentation des revenus dans le secteur médical est expliquée par une augmentation du nombre d'OptoWire expédiés comparativement à la même période l'année précédente. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2017, les revenus FFR ont totalisé 12 351 000 \$, soit une augmentation de 7 109 000 \$ par rapport au 5 242 000 \$ enregistrés à la même période l'année précédente. L'augmentation des revenus dans le secteur médical s'explique aussi par une hausse des autres revenus médicaux de 1 723 000 \$ majoritairement relié à l'accord avec Abiomed. L'augmentation des revenus dans le secteur médical s'explique aussi par la comptabilisation de revenus de licence de 1 007 750 \$ (750 000 \$US) suite à l'atteinte d'un jalon découlant de l'accord avec Abiomed.

Les revenus dans le secteur industriel ont totalisé 1 483 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à des revenus de 3 172 000 \$ pour la même période en 2016. La diminution des revenus est principalement expliquée par des revenus moindres dans la gamme de produits dédiés au marché du pétrole et gaz.

L'acceptation des produits FFR et des capteurs à fibre optique industriels est en augmentation dans les marchés visés par la Société. Cela étant dit, certaines industries telles le pétrole et gaz, font face à des conditions économiques difficiles. Le 22 septembre 2016, la Société a annoncé un partenariat avec Precise Downhole Services Ltd. (« Precise ») pour la commercialisation de sa gamme de produits dédiés au marché canadien du pétrole et gaz. Dans le cadre de cet accord, Opsens a nommé Precise à titre de distributeur exclusif pour sa gamme de capteurs OPP-W sur le territoire Canadien.

Pour les exercices terminés les 31 août 2017 et 31 août 2016, les fluctuations de prix n'ont pas eu un impact significatif sur les revenus.

Étant donné qu'une partie des revenus de la Société est générée en dollars américains, en Euros et en livres Sterling, les fluctuations du taux de change affectent les revenus et le résultat net. Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les revenus ont été affectés négativement de 143 000 \$.

Au 31 août 2017, le montant total du carnet de commandes d'Opsens s'élevait à 5 608 000 \$ (1 295 000 \$ au 31 août 2016). Des efforts importants sont déployés pour augmenter le carnet de commandes et élargir la base de clientèle. De plus, la Société va bénéficier de l'augmentation des revenus dans le domaine médical.

Marge brute

Les informations et les analyses de cette section n'ont pas pris en considération les revenus de licences provenant de l'entente avec Abiomed (1 374 000 \$ pour l'exercice terminé les 31 août 2017 et 367 000 pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

La marge brute a été de 6 126 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 comparativement à 1 263 000 \$ pour la même période l'année précédente. Le pourcentage de marge brute a augmenté, passant de 14 % pour l'exercice terminé le 31 août 2016 à 37 % pour l'exercice terminé le 31 août 2017. L'augmentation de la marge brute est principalement expliquée par l'accroissement des revenus FFR et des autres produits médicaux tel qu'expliqué précédemment. L'augmentation du pourcentage de marge brute s'explique par la hausse du volume des ventes et par des économies d'échelle liées à l'accroissement de la productivité. Ceci a été partiellement compensé par la reconnaissance d'une provision pour désuétude des stocks pour un montant de 157 000 \$.

Frais d'administration

Les frais d'administration ont été de 3 774 000 \$ et 3 685 000 \$, respectivement, pour les exercices terminés les 31 août 2017 et 31 août 2016. L'augmentation est principalement expliquée par des frais professionnels plus élevés résultant de la graduation de la Compagnie sur la bourse TSX. Ceci a été partiellement compensé par des frais de loyer moins élevés, car l'année dernière la Société a dû assumer deux loyers pour ses activités médicales.

Frais de ventes et commercialisation

Les frais de ventes et commercialisation se sont élevés à 6 975 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017, soit une augmentation de 3 281 000 \$ sur les 3 694 000 \$ rapportés au cours de la même période en 2016. L'augmentation est majoritairement expliquée par l'augmentation des effectifs, des commissions, des expositions commerciales, des frais de déplacement, de sous-contractants et de la charge de rémunération à base d'actions en comparaison avec l'année dernière en raison de l'expansion des canaux de ventes d'Opsens pour ses produits FFR.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement ont totalisé 3 131 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017, une augmentation de 387 000 \$ sur les 2 744 000 \$ rapportés au cours de la même période en 2016. L'augmentation est principalement expliquée par la hausse des salaires et autres bénéfices pour nos activités FFR et par une augmentation des fournitures consommables et de la charge de rémunération à base d'actions.

Frais financiers (revenus)

Les revenus financiers ont atteint 7 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à des dépenses de 57 000 \$ pour la même période en 2016. L'augmentation des revenus financiers est expliquée une augmentation des revenus d'intérêt de 73 000 \$. Ceci a été partiellement compensé par une augmentation des intérêts sur la dette à long-terme de 21 000 \$.

Variation de la juste valeur du dérivé incorporé

La variation de la juste valeur du dérivé incorporé provient de la variation de la juste valeur marchande de la composante option de conversion de la débenture convertible. La débenture convertible contient une option de règlement en espèces, qui en vertu de la norme IAS 32, «Instruments financiers: Présentation», est comptabilisée comme un instrument financier composé constitué d'une composante dette et d'un dérivé incorporé séparé représentant l'option de conversion. Ces deux composantes sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La composante dette est ensuite comptabilisée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le dérivé incorporé est ensuite mesuré à la juste valeur à chaque date de clôture et les gains et pertes de juste valeur sont reconnues comme profit ou perte aux résultats. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2017, une dépense de 164 000 \$ (733 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016) a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

Résultat net

En conséquence de ce qui précède, le résultat net pour l'exercice terminé le 31 août 2017 a été de 6 537 000 \$ comparativement à 9 282 000 \$ pour la même période en 2016.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES DONNÉES DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers de dollars canadiens)	Au 31 août 2017	Au 31 août 2016	Au 31 août 2015
	\$	\$	\$
Actif à court terme	23 607	12 570	11 077
Total de l'actif	27 610	16 861	12 763
Passif à court terme	7 698	3 067	2 584
Passif à long terme	1 947	6 482	4 286
Capitaux propres	17 965	7 312	5 893

Le total de l'actif au 31 août 2017 était de 27 610 000 \$, comparativement à 16 861 000 \$ au 31 août 2016. L'augmentation s'explique principalement par une hausse de 6 667 000 \$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie découlant de l'appel public de 14 950 500 \$ clôturé en décembre 2016, par une hausse de 2 238 000 \$ des clients et autres débiteurs et par une hausse de 1 390 000 \$ de l'inventaire expliquée par la hausse de nos revenus dans le secteur médical.

Le passif à court terme s'élevait à 7 698 000 \$ au 31 août 2017 par rapport à 3 067 000 \$ au 31 août 2016. L'augmentation est expliquée principalement par le reclassement de la débenture convertible au montant de 3 853 000 \$ dans la section des passifs à court terme compte tenu de son échéance inférieure à douze mois. De plus, l'augmentation s'explique par une hausse de 868 000 \$ des comptes créditeurs et charges à payer résultant de l'accroissement de la production des produits FFR.

Le passif à long terme totalisait 1 947 000 \$ au 31 août 2017 par rapport à 6 482 000 \$ au 31 août 2016, une diminution de 4 535 000 \$. La diminution s'explique principalement par la reclassification de la débenture convertible dans la section des passifs à court terme tel que discuté précédemment.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Le sommaire ci-dessous présente les périodes où Opsens a publié des états financiers intermédiaires non vérifiés.

(Non vérifiés, en milliers de dollars canadiens, sauf l'information par action)	Période de trois mois terminée le 31 août 2017	Période de trois mois terminée le 31 mai 2017	Période de trois mois terminée le 28 février 2017	Période de trois mois terminée le 30 novembre 2016
	\$	\$	\$	\$

Revenus	4 307	4 892	4 808	3 745
Résultat net pour la période	(1 153)	(1 842)	(1 001)	(2 541)
Résultat net de base et dilué par action	(0,02)	(0,02)	(0,01)	(0,03)

(Non vérifiés, en milliers de dollars canadiens, sauf l'information par action)	Période de trois mois terminée le 31 août 2016	Période de trois mois terminée le 31 mai 2016	Période de trois mois terminée le 29 février 2016	Période de trois mois terminée le 30 novembre 2015
	\$	\$	\$	\$

Revenus	3 024	2 125	2 741	1 711
Résultat net pour la période	(3 025)	(3 076)	(1 523)	(1 658)
Résultat net de base et dilué par action	(0,04)	(0,05)	(0,02)	(0,03)

Pour le secteur médical, les activités sont généralement ralenties au quatrième trimestre en raison des vacances d'été des médecins.

LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 31 août 2017, la trésorerie et équivalents de trésorerie atteignaient 12 570 000 \$ contre 5 903 000 \$ au 31 août 2016. De ce montant au 31 août 2017, 11 776 000 \$ a été investi dans des placements sécuritaires hautement liquides. Au 31 août 2017, Opsens avait un fonds de roulement de 15 909 000 \$ contre 9 503 000 \$ au 31 août 2016.

Le 8 décembre 2016, la Société a complété un appel public pour un produit brut total de 14 950 500 \$. Dans le cadre du placement, la Société a émis un total de 9 967 000 actions au prix de 1,50 \$ par action.

Les frais du placement comprennent des frais de commission de 889 530 \$ et d'autres honoraires professionnels et frais divers de 305 403 \$ pour des frais totaux de 1 194 933 \$.

La société a l'intention d'utiliser le produit du placement comme suit:

(En milliers de dollars canadiens)	Utilisation des fonds prévus	Option de surallocation	Fonds disponibles pour Opsens suite au financement par équité	Fonds utilisés au 31 août 2017	Fonds restants à utiliser
	\$	\$	\$	\$	\$
Produit net du placement incluant l'option de surallocation	11 870 470	1 885 097	13 755 567	6 702 487	7 053 080
Utilisation du produit du placement					
Ventes et commercialisation	7 869 970	1 885 097	9 755 067	4 574 615	5 180 452
Recherche et développement					
Production de données cliniques	920 000	-	920 000	-	920 000
Poursuite du développement des technologies FFR	2 360 000	-	2 360 000	1 407 372	952 628
Fonds de roulement	720 500	-	720 500	720 500	-
Utilisation totale du produit	11 870 470	1 885 097	13 755 567	6 702 487	7 053 080

Il n'y a pas d'écart majeur entre l'utilisation des fonds prévus et réels.

Le 27 mai 2016, la Société a conclu un accord de prêt pour un montant de 836 000 \$, net de frais de transaction de 9 000 \$ avec Investissement Québec. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %, est remboursable en versements mensuels de 18 750 \$ et viendra à maturité en mai 2020. Le prêt est garanti par une hypothèque sur les actifs de la Société. Selon cette entente de prêt, la Société est sujet au maintien de certains ratios financiers. À la date du présent rapport de gestion, les ratios financiers étaient tous respectés. De plus, le 7 mars 2017, la Société a reçu le déboursement final de 55 000 \$ du prêt.

Le 16 mai 2016, la Société a complété un placement privé sans intermédiaire pour un produit brut total de 4 999 050 \$. Dans le cadre du placement, la Société a émis un total de 4 761 000 unités au prix de 1,05 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital-actions d'Opsens et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire, chaque bon de souscription complet permettant à son porteur d'acheter une action ordinaire au prix de 1,55 \$ jusqu'au 16 novembre 2017.

Les frais du placement comprennent des honoraires professionnels et frais divers de 102 563 \$.

Le 20 mai 2016, la Société a reçu un montant de 894 000 \$ du bailleur en conformité avec le bail signé par la Société suite au déménagement de ses activités médicales. Ce montant est présenté au bilan dans la section «Incitatifs à la location différés».

Le 18 avril 2016, la Société a conclu un accord de prêt pour un montant de 497 500 \$, net des frais de transaction de 2 500 \$ avec Desjardins. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2,0 %, est remboursable en versements mensuels de 10 417 \$ calculé sur une période d'amortissement de quarante-huit (48) mois et viendra à échéance en avril 2018. Le prêt est garanti par une hypothèque sur les actifs de la Société. Selon cette entente de prêt, la Société est soumise au maintien de certains ratios financiers. À la date du présent rapport de gestion, les ratios financiers étaient tous respectés.

En vertu d'une entente conclue avec Développement économique Canada (« DEC »), la Société peut recevoir une contribution remboursable maximale de 200 000 \$, ne portant pas intérêt, afin de couvrir les dépenses liées à la commercialisation de l'OptoWire, son produit pour le marché FFR. Cette contribution est versée en fonction de la présentation par la Société de factures reliées à certaines dépenses spécifiques depuis le 22 mai 2015. Le 1er avril 2016, la Société a reçu un montant de 65 000 \$ dont un montant de 28 000 \$ a été comptabilisé contre les frais d'administration et frais de ventes et commercialisation. Le 29 mars 2017, la Société a reçu le montant final de 135 000 \$ de la contribution dont un montant de 48 000 \$ a été comptabilisé contre les frais d'administration et les frais de ventes et commercialisation.

Le 22 décembre 2015, la Société a complété un appel public pour un produit brut total de 5 000 000 \$. Dans le cadre du placement, la Société a émis un total de 5 681 819 unités au prix de 0,88 \$ par unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire du capital-actions d'Opsens et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire, chaque bon de souscription complet permettant à son porteur d'acheter une action ordinaire au prix de 1,20 \$ jusqu'au 22 juin 2017.

Les frais du placement comprennent des frais de commission de 276 202 \$ et d'autres honoraires professionnels et frais divers de 323 713 \$ pour des frais totaux de 599 915 \$.

La Société a également émis 313 886 bons de souscription aux courtiers à titre de rémunération supplémentaire, chaque bon de souscription permettant à son détenteur d'acheter une action ordinaire à un prix de 0,88 \$ jusqu'au 22 juin 2017.

Simultanément à l'offre publique, la Société a complété un placement privé sans intermédiaire par l'émission de 184 400 unités au prix de 0,88 \$ par unité pour un produit brut total de 162 272 \$. Chaque unité comprend les mêmes termes et conditions que les unités émises dans le cadre de l'offre publique. Les frais du placement comprennent des honoraires professionnels de 10 083 \$.

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée pour un montant maximum de 200 000 \$, dont 50 000 \$ disponible en tout temps et ne tenant pas compte des marges calculées sur les débiteurs et les stocks. Lors de l'utilisation de la marge de crédit pour un montant variant entre 50 000 \$ et 100 000 \$, le crédit disponible est limité à un montant égal à 75 % des débiteurs canadiens et 65 % des créances à l'étranger plus 50 % des stocks de matières premières et des produits finis. Si le montant utilisé est supérieur à 100 000 \$, le crédit disponible est limité à un montant égal à 75 % des débiteurs canadiens et 90 % des créances assurées à l'étranger plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2 % et est remboursable sur une base hebdomadaire en tranches de 5 000 \$. Elle est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang pour un montant de 750 000 \$ sur l'ensemble des débiteurs et des stocks.

Sur la base de la situation de trésorerie et des équivalents de trésorerie, Opsens a les ressources financières nécessaires pour maintenir les opérations à court terme, pour honorer ses engagements et soutenir ses activités de développement et de croissance prévues. Dans une perspective à moyen terme, Opsens pourrait avoir besoin d'obtenir du financement supplémentaire par l'émission de titres de capitaux propres et / ou de dettes. À long terme, il existe une incertitude sur l'obtention d'un financement supplémentaire, étant donné les risques et incertitudes identifiés dans la section *Risques et incertitudes* de la notice annuelle. Les fluctuations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dépendront en grande partie du taux de croissance des revenus dans les trimestres à venir.

RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers de dollars canadiens)	Exercice terminé le 31 août 2017	Exercice terminé le 31 août 2016
	\$	\$
Activités d'exploitation	(8 777)	(9 496)
Activités d'investissement	(430)	(3 120)
Activités de financement	15 888	11 284
Incidence des fluctuations du cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(14)	31
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 667	(1 301)

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 août 2017 étaient de 8 777 000 \$ comparativement à 9 496 000 \$ pour la même période l'an dernier. La diminution des flux de trésorerie utilisés pour nos activités d'exploitation s'explique principalement par la variation positive du BAIIAVO comme expliqué précédemment. Ceci a été partiellement compensé par la variation négative des éléments hors caisse du fonds de roulement, essentiellement relié aux clients et autres débiteurs.

Activités d'investissement

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 430 000 \$ comparativement à 3 120 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016. La diminution s'explique principalement par les acquisitions d'immobilisations pour le déménagement dans la nouvelle facilité de production en 2016.

Activités de financement

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement ont atteint 15 888 000 \$ comparativement à 11 284 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016. L'augmentation s'explique principalement par une hausse des financements en équité, partiellement compensé par une diminution d'émission de dette à long terme.

ENGAGEMENTS

Baux

La Société loue à Québec des bureaux en vertu de contrats de location-exploitation qui viennent à échéance le 30 avril 2018 et le 30 septembre 2025. Le contrat principal est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans.

Les versements requis pour les loyers au cours des prochains exercices s'élèvent à 4 890 902 \$:

	\$
2018	669 101
2019	555 236
2020	567 747
2021	580 962
2022	593 349
Par la suite	1 924 507

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 1er septembre 2017, la Société a atteint un jalon découlant de l'accord avec Abiomed. La Société a donc reçu un paiement d'un montant de 936 900 \$ (750 000 \$ US) qui sera comptabilisé à titre de revenus d'entente de licence aux états consolidés du résultat net et du résultat global pour l'année fiscale 2018.

Le 7 septembre 2017, la Société a signé une convention de prêt d'un montant maximal de 216 000 \$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Le 8 septembre 2017, la Société a signé un accord avec un fournisseur d'un montant de 1 574 734 \$ pour l'approvisionnement de matières premières sur une période de 24 mois.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations par secteur d'activité

La Société est divisée en deux secteurs : médical et industriel.

Secteur médical : Dans ce secteur, Opsens se concentre principalement sur la mesure de la FFR dans le marché de la cardiologie interventionnelle.

Secteur industriel : Dans ce secteur, Opsens développe, fabrique et installe des solutions de mesure innovantes qui utilisent la fibre optique pour des applications critiques comme la surveillance des puits de pétrole et plusieurs autres applications industrielles exigeantes.

Les principaux facteurs utilisés dans l'identification des deux secteurs reflétés comprennent la structure organisationnelle de la Société, la nature des segments d'affaires rapportés au président et chef de la direction et la structure de la documentation interne tels que les comptes et les budgets de gestion.

Les méthodes comptables sont les mêmes pour les deux secteurs. Les opérations entre les secteurs sont menées dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui se rapproche des prix en vigueur sur les marchés.

	Exercices terminés les 31 août					
	2017			2016		
	Médical	Industriel	Total	Médical	Industriel	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes à des tiers	16 269 011	1 482 985	17 751 996	6 429 256	3 171 561	9 600 817
Ventes intersectorielles	-	269 505	269 505	-	413 982	413 982
Marge brute	6 886 549	610 992	7 497 541	1 041 707	591 105	1 632 812
Amortissement des immobilisations corporelles	608 453	90 163	698 616	443 355	105 875	549 230
Amortissement des immobilisations incorporelles	75 927	14 566	90 493	64 543	8 224	72 767
Frais (revenus) financiers	(289 936)	282 743	(7 193)	(167,106)	223,970	56,864
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	163 745	-	163 745	732,425	-	732,425
Résultat net	(4 879 287)	(1 659 988)	(6 539 275)	(7 247 523)	(2 031 912)	(9 279 435)
Acquisition d'immobilisations corporelles	490 155	9 024	499 179	2 934 675	131 924	3 066 599
Acquisition d'immobilisations incorporelles	86 285	18 515	104 800	108 264	54 376	162 640
Actifs sectoriels	25 992 083	1 617 718	27 609 801	14 281 597	2 579 879	16 861 476
Passifs sectoriels	9 487 517	156 960	9 644 477	8 973 258	575 795	9 549 053

La marge brute et le résultat net de la Société selon les secteurs d'activités se rapproche du résultat net selon les états financiers consolidés comme suit :

	Exercices terminés les 31 août	
	2017	2016
	\$	\$
Marge brute selon les secteurs d'activités	7 497 541	1 632 812
Élimination des profits inter-segment	2 232	(2 234)
Marge brute	7 499 773	1 630 578
Résultat net selon les secteurs d'activités	(6 539 275)	(9 279 435)
Élimination des profits inter-segment	2 232	(2 234)
Résultat net et résultat global	(6 537 043)	(9 281 669)

Information par secteur géographique

	Exercices terminés les 31 août	
	2017	2016
	\$	\$
Produits par secteur géographique		
Japon	6 586 561	3 521 669
États-Unis	5 100 077	1 506 971
Canada	1 625 567	2 207 299
Autres*	4 439 791	2 364 878
	17 751 996	9 600 817

* Constitué des produits générés dans les pays pour lesquels les montants sont individuellement non significatifs.

Les produits sont attribués aux secteurs géographiques d'après le lieu de résidence des clients. Les actifs immobilisés, qui comprennent les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles, sont situés au Canada en totalité.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les ventes effectuées auprès de deux clients représentaient individuellement plus de 10 % des produits totaux de la Société, soit environ 40 % (secteur médical) et 17 % (secteur médical).

Pour l'exercice terminé le 31 août 2016, les ventes effectuées auprès d'un client représentaient individuellement plus de 10 % des produits totaux de la Société, soit environ 37 % (secteur médical).

Secteur médical.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les revenus du secteur médical ont atteint 16 269 000 \$ comparativement à 6 429 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016, une augmentation de 9 840 000 \$. Cette hausse est expliquée par l'augmentation de 7 109 000 \$ des revenus FFR et par une hausse des autres revenus médicaux de 1 724 000 \$.

La marge brute a été de 6 887 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 comparativement à 1 042 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016, une augmentation de 5 845 000 \$. Le pourcentage de marge brute a augmenté, passant de 16 % pour l'exercice terminé le 31 août 2016 à 42 % pour l'exercice terminé le 31 août 2017. L'augmentation de la marge brute est principalement expliquée par l'accroissement des revenus FFR et la hausse des autres revenus médicaux. L'augmentation du pourcentage de marge brute s'explique par la hausse du volume des ventes et par des économies d'échelle liées à l'accroissement de la productivité.

La perte nette pour le secteur médical a été de 4 879 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à 7 248 000 \$ pour la même période l'année dernière. La diminution de la perte nette s'explique par la hausse des ventes médicales compensé partiellement par l'augmentation des frais de ventes et commercialisation tel qu'expliqué précédemment.

Le fonds de roulement pour le secteur médical était de 14 675 000 \$ au 31 août 2017 comparativement à 7 884 000 \$ au 31 août 2016. L'augmentation 6 791 000 \$ s'explique principalement par la hausse de 6 737 000 \$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie découlant de l'appel public clôturé en décembre 2016, par une hausse de 2 764 000 \$ des clients et autres débiteurs et par une hausse des inventaires de 1 771 000 \$. Ceci a été partiellement compensé par une augmentation des créditeurs et charges à payer de 1 192 000 \$ et par le reclassement de la débenture convertible au montant de 3 853 000 \$ dans la section des passifs à court terme compte tenu de son échéance inférieure à douze mois.

Secteur industriel

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, les revenus du secteur industriel ont atteint 1 483 000 \$ comparativement à 3 172 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016, une diminution de 1 689 000 \$. La diminution des revenus est expliquée par des revenus moindres dans la gamme de produits dédiés au marché du pétrole et gaz pour un montant de 1 427 000 \$ reliés à l'environnement économique difficile en Alberta, Canada.

La marge brute était de 611 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à 591 000 \$ pour la même période en 2016, une augmentation de 20 000 \$. Le pourcentage de marge brute a augmenté passant de 19 % pour l'exercice terminé le 31 août 2016 à 41 % pour l'exercice terminé le 31 août 2017. L'augmentation de la marge brute et du pourcentage de marge brute s'explique principalement par des ventes de produits à marge plus élevée et par une diminution de la provision pour désuétude des stocks comparativement à l'année dernière.

La perte nette pour le secteur industriel était de 1 660 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2017 par rapport à 2 032 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016. La diminution de la perte nette s'explique principalement par une diminution des frais d'administration et des frais de ventes et marketing.

Le fonds de roulement du secteur industriel au 31 août 2017 était de 1 235 000 \$ comparativement à 1 619 000 \$ au 31 août 2016. La diminution de 384 000 \$ s'explique principalement par une baisse des clients et autres débiteurs de 527 000 \$ et par une baisse de l'inventaire de 384 000 \$. Ceci a été partiellement compensé par une baisse des créditeurs et charges à payer de 373 000 \$.

QUATRIÈME TRIMESTRE 2017

Revenus

Les revenus ont totalisé 4 307 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 août 2017 par rapport à 3 025 000 \$ un an plus tôt. Cette hausse est expliquée par l'augmentation des revenus pour la FFR de 666 000 \$ et par une hausse des autres revenus médicaux de 807 000 \$. Ceci a été partiellement compensé par une diminution des revenus industriels de 191 000 \$.

Marge brute

Les informations et les analyses de cette section n'ont pas pris en considération les revenus de licences provenant de l'entente avec Abiomed (92 000 \$ les exercices terminés les 31 août 2017 et 2016).

La marge brute était de 1 913 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017 par rapport à une marge brute négative de 225 000 \$ pour la même période l'an dernier, une augmentation de 2 138 000 \$. Le pourcentage de marge brute a augmenté passant d'une marge négative de 7 % pour la période de trois mois terminée le 31 août 2016 à 44 % pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017. L'augmentation de la marge brute s'explique par l'augmentation des revenus médicaux. L'augmentation du pourcentage de marge brute s'explique par la hausse du volume des ventes et par des économies d'échelle liées à l'accroissement de la productivité. Ceci a été partiellement compensé par une provision pour désuétude des stocks de 157 000 \$.

Frais d'administration

Les frais d'administration ont été de 767 000 \$ et 833 000 \$, respectivement, pour les périodes de trois mois terminés les 31 août 2017 et 2016. La diminution est principalement expliquée par une diminution des salaires et autres bénéfices, des honoraires professionnels et des frais de loyer. Ceci a été partiellement compensé par une augmentation de la provision pour créances irrécouvrables.

Frais de ventes et commercialisation

Les frais de ventes et commercialisation se sont élevés à 1 705 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017, soit une augmentation de 438 000 \$ sur les 1 267 000 \$ rapportés au cours de la même période en 2016. L'augmentation est majoritairement expliquée par l'accroissement des effectifs, des commissions, des expositions commerciales, des frais de déplacement, de sous-contractants et de la charge de rémunération à base d'actions en comparaison avec l'année dernière en raison de l'expansion des canaux de ventes d'Opsens pour ses produits FFR.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement ont totalisé 736 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017, une augmentation de 34 000 \$ sur les 702 000 \$ rapportés au cours de la même période en 2016. L'augmentation est principalement expliquée par la hausse des salaires et autres bénéfices et des frais de fournitures.

Frais financiers

Les revenus financiers ont atteint 134 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017 par rapport à une dépense de 2 000 \$ à la même période en 2016. L'augmentation des revenus financiers est expliquée par un écart de change favorable de 117 000 \$ et par une hausse des revenus d'intérêt de 13 000 \$.

Variation de la juste valeur du dérivé incorporé

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 août 2017, une dépense de 84 000 \$ (88 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2016) a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

Résultat net

En conséquence de ce qui précède, la perte nette pour la période de trois mois terminée le 31 août 2017 a été de 1 153 000 \$, ou 0,02 \$ par actions comparativement à 3 025 000 \$, ou 0,04 \$ par actions pour la même période en 2016.

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, la Société a octroyé à certains employés, administrateurs et consultants un total de 2 992 750 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 1,49 \$, a annulé 981 750 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 1,03 \$ tandis que 1 074 250 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,40 \$ ont été exercées.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2016, la Société a octroyé à certains employés, administrateurs et consultants un total de 2 154 750 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,95 \$, a annulé 93 750 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,79 \$ tandis que 574 250 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,38 \$ ont été exercées.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, 1 366 468 bons de souscriptions ont expiré avec un prix moyen d'exercice de 1,20 \$ et 1 870 528 bons de souscriptions à un prix moyen d'exercice de 1,14 \$ ont été exercées.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2016, la Société a émis 5 313 610 bons de souscriptions à un prix d'exercice moyen de 1,36 \$ et émis 313 886 bons de souscriptions aux courtiers à un prix d'exercice moyen de 0,88 \$. De plus, 2 670 110 bons de souscriptions ont expiré avec un prix moyen d'exercice de 1,05 \$ et 790 316 bons de souscriptions à un prix moyen d'exercice de 0,74 \$ ont été exercées.

En date du 14 novembre 2017, les composantes de capitaux propres suivantes sont en circulation :

Actions ordinaires	85 556 566
Options d'achat d'actions	5 939 250
Bons de souscription	2 380 500
Débeture convertible	3 413 333
Titres sur une base entièrement diluée	97 289 649

Le nombre d'actions qui seraient émises lors de la conversion de la débeture peut varier en fonction de différents paramètres tels que le taux de change et le prix de conversion par action. Dans le tableau ci-dessus, la conversion a été effectuée sur l'hypothèse que le taux d'échange entre le dollar américain et le dollar canadien est de 1,28 \$ et que le prix de conversion est égal à 0,75 \$ par action.

Aucun dividende par action n'a été déclaré pour chaque catégorie d'actions.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des transactions entre apparentés.

	Exercices terminés les 31 août	
	2017	2016
	\$	\$
Honoraires professionnels versés à une société contrôlée par un administrateur	59 134	29 248

Ces frais sont engagés pour les activités FFR de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir présentement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison des taux courants du marché.

La juste valeur de la débeture convertible est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs en vertu des accords de financement actuels au taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Au 31 août 2017, la juste valeur de la composante dette de la débeture convertible est approximativement de 2 143 900 \$ (1 905 700 \$ au 31 août 2016) et est classée niveau 2 dans la hiérarchie de la juste valeur.

Techniques d'évaluation et hypothèses retenues aux fins de mesure de la juste valeur

La Société doit maximiser l'utilisation des données observables et minimiser l'utilisation de données non observables pour évaluer la juste valeur. La Société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de juste valeur. Les trois niveaux de données d'entrées utilisés par la Société pour évaluer la juste valeur sont les suivants :

Niveau 1 – Prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires. Les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs, ou autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Données non observables fondées sur très peu de données de marché ou sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour la juste valeur des actifs ou passifs.

Le tableau suivant résume la hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

	Au 31 août 2017			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Actifs (passifs) financiers évalués à la juste valeur :				
Débeture convertible - dérivé incorporé	(1 097 653)	-	(1 097 653)	-
	Au 31 août 2016			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Actifs (passifs) financiers évalués à la juste valeur :				
Débeture convertible - dérivé incorporé	(979 635)	-	(979 635)	-

Comme il est expliqué à la note 13 des états financiers consolidés de la Société, la débeture convertible comporte un dérivé incorporé qui doit être évalué à la juste valeur à chaque date de clôture avec les gains et pertes de juste valeur comptabilisés aux états consolidés du résultat net. Une des hypothèses les plus importantes ayant une incidence sur l'évaluation de ce dérivé incorporé de la Société est la volatilité implicite. La juste valeur du dérivé incorporé a été établie avec le modèle d'établissement des prix Black-Scholes avec une volatilité implicite de 51 % (55 % en 2016), un taux d'actualisation de 1,26 % (0,57 % en 2016) et une durée de vie prévue de 0,2 années (1,2 années en 2016). Une variation de 1 % du facteur de volatilité implicite aurait changé la juste valeur du dérivé incorporé de 6 143 \$ (9 575 \$ pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

Gestion des risques

Les principaux risques découlant des instruments financiers de la Société sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Ces risques proviennent de l'exposition au cours normal des affaires et sont gérés d'un point de vue consolidé.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement l'exposition au risque de crédit et prend des mesures pour diminuer la probabilité que cette exposition se traduise par des pertes. L'exposition de la Société au risque de crédit découle actuellement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des clients et autres débiteurs. Les politiques de gestion du risque de crédit de la Société comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations d'investissement avec des institutions financières reconnues dont la cote de crédit est d'au moins A et plus, soit en obligations, en fonds de marché monétaire ou en certificats de placement garanti. Conséquemment, la Société gère son risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies.

Le risque de crédit lié aux clients et autres débiteurs est généralement considéré comme normal puisque la majorité des clients sont répartis sur diverses régions géographiques. En général, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients. Cependant, le crédit est accordé suite à une évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. Deux principaux clients représentent 34 % des comptes clients de la Société au 31 août 2017 (50 % au 31 août 2016).

Au 31 août 2017, 37 % (56 % au 31 août 2016) des comptes clients étaient de plus de 90 jours, tandis que 34 % (30 % au 31 août 2016) étaient de moins de 30 jours. L'exposition maximale au risque de crédit pour les comptes clients correspondait à leur valeur comptable. Au 31 août 2017, la provision pour créances irrécouvrables a été établie à 940 929 \$ (491 623 \$ au 31 août 2016).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont réglés en trésorerie ou avec un autre actif financier. L'approche de la Société est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour répondre aux besoins opérationnels, financiers et réglementaires, dans des circonstances normales ou difficiles. Les projections de flux de trésorerie sont préparées et révisées tous les trimestres par le Conseil d'administration afin d'assurer une continuité de financement suffisant. Les stratégies de financement utilisées pour gérer ce risque incluent le recours au marché des capitaux et l'émission de titres de créance.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers (capital et intérêts, selon les taux d'intérêt courants) aux 31 août 2017 et 2016 :

31 août 2017	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	2 909 516	2 909 516	2 909 516	-	-
Dette à long terme	1 445 168	1 580 231	492 722	526 052	561 457
Débiteure convertible	3 853 225	2 770 358	2 770 358	-	-
Total	8 207 909	7 260 105	6 172 596	526 052	561 457

31 août 2016	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	2 041 873	2 041 873	2 041 873	-	-
Dettes à long terme	1 784 654	1 930 582	530 651	502 285	897 646
Débiteure convertible	3 792 839	2 898 533	-	2 898 533	-
Total	7 619 366	6 870 988	2 572 524	3 400 818	897 646

Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Taux d'intérêt fixes
Clients et autres débiteurs	Sans intérêt
Créditeurs et charges à payer	Sans intérêt
Dettes à long terme	Sans intérêt, taux d'intérêt fixes et variables
Débiteure convertible	Taux d'intérêt fixe

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie ou la juste valeur des placements et dérivés incorporés de la Société. La Société détient des placements portant intérêt à taux fixes. Au 31 août 2017, la Société détenait plus de 94 % (92 % au 31 août 2016) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme rachetables en tout temps.

Toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation ou une diminution hypothétique de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence non significative sur le résultat net et le résultat global pour l'exercice terminé le 31 août 2017 (non significatif pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

Frais financiers (produits)

	Exercices terminés les 31 août	
	2017	2016
	\$	\$
Intérêts et frais bancaires	56 323	57 298
Intérêts sur la dette à long terme	70 379	44 967
Intérêts et intérêts théoriques sur la débenture convertible	69 979	69 629
Gain sur conversion de devises	(19 374)	(3 988)
Produits d'intérêts	(184 500)	(111 042)
	(7 193)	56 864

Risque de concentration

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Aux 31 août 2017 et 2016, la Société détenait 100 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme rachetables en tout temps auprès d'institutions financières dont la solvabilité est élevée.

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et achats de matières premières ainsi que des achats de fournitures et de services professionnels en dollars américains, en Euro et en livre Sterling. Par conséquent, elle est exposée aux fluctuations des devises étrangères. La Société ne gère pas activement ce risque.

Analyse de sensibilité des devises étrangères

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 79 000 \$ plus élevée (260 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2016). Inversement, si le dollar canadien s'était déprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 79 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2017 (260 000 \$ plus élevée pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport à l'Euro, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 322 000 \$ plus élevée (159 000 \$ plus élevée pour l'exercice terminé le 31 août 2016). Inversement, si le dollar canadien s'était déprécié de 10 % par rapport à l'Euro, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 322 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2017 (159 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

Pour l'exercice terminé le 31 août 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport à la livre Sterling, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 10 000 \$ plus élevée (42 000 \$ plus élevé pour l'exercice terminé le 31 août 2016). Inversement, si le dollar canadien s'était déprécié de 10 % par rapport à la livre Sterling, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 10 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2017 (42 000 \$ plus basse pour l'exercice terminé le 31 août 2016).

Aux 31 août 2017 et 2016, le risque auquel la Société est exposée s'établit comme suit :

	Au 31 août 2017	Au 31 août 2016
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie (252 720 \$ US; 125 202 \$ US au 31 août 2016)	316 810	163 903
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Euro 28 968; Euro 22 450 au 31 août 2016)	43 125	32 842
Trésorerie et équivalents de trésorerie (64 livre Sterling; valeur nulle au 31 août 2016)	103	-
Clients et autres débiteurs (1 741 221 \$ US; 440 847 \$ US au 31 août 2016)	2 182 794	578 410
Clients et autres débiteurs (625 813 Euro; 205 129 au 31 août 2016)	931 647	300 083
Clients et autres débiteurs (116 377 livre Sterling; 85 745 au 31 août 2016)	188 463	147 679
Comptes créditeurs et charges à payer (757 978 \$ US; 317 632 \$ US au 31 août 2016)	(950 202)	(416 288)
Comptes créditeurs et charges à payer (4 408 Euro; valeur nulle au 31 août 2016)	(6 563)	-
Comptes créditeurs et charges à payer (830 livre Sterling; valeur nulle au 31 août 2016)	(1 342)	-
Débiteure convertible (2 198 125 \$ US ; 2 144 864 \$ US au 31 août 2016)	(2 755 572)	(2 813 204)
Dérivé incorporé (875 600 \$ US ; 746 900 \$ US au 31 août 2016)	(1 097 653)	(979 635)
Total	(1 148 390)	(2 986 210)

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société dans la gestion du capital, principalement composé des capitaux propres, de la dette à long terme et de la débenture convertible, est d'assurer des liquidités suffisantes pour financer ses activités de R&D, ses frais généraux et administratifs et de ventes et commercialisation, son fonds de roulement et les dépenses en immobilisations.

Dans le passé, la Société a eu accès à des liquidités de sources non dilutives, incluant la vente d'actifs non stratégiques, les dettes à long-terme, des subventions et crédits d'impôt à l'investissement, des produits d'intérêt et par des sources dilutives telles que des émissions d'actions publiques.

Au 31 août 2017, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 15 909 209 \$ (9 502 625 \$ au 31 août 2016), incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 12 570 299 \$ (5 903 040 \$ au 31 août 2016). Le déficit accumulé à la même date était de 37 076 057 \$ (30 539 014 \$ au 31 août 2016). Sur la base de l'évaluation faite par la Société et prenant en compte le niveau de trésorerie actuel, le plan stratégique et les budgets et prévisions correspondantes, la Société croit qu'elle dispose de suffisamment de liquidités et de ressources financières pour financer les dépenses prévues et autres besoins en fonds de roulement pour au moins, mais sans s'y limiter, la période de 12 mois suivant la date de clôture du 31 août 2017.

La Société estime que ses liquidités actuelles sont suffisantes pour financer ses activités à court terme.

La Société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des changements dans les conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Les objectifs de gestion du capital et les politiques et les procédures n'ont pas changé depuis le dernier exercice.

Pour les exercices terminés les 31 août 2017 et 2016, la Société n'a pas été en défaut de ses obligations en ce qui concerne la dette à long terme.

CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Tel que discuté dans la section concernant la situation financière, la Société dispose des ressources financières nécessaires pour ses opérations à court terme, pour remplir ses engagements, pour soutenir son plan de croissance et pour le développement de ses activités. Dans une perspective à moyen terme, il est possible que du financement supplémentaire, par l'émission d'actions, par financement par emprunt ou par tout autre moyen de financement, soit nécessaire.

Du point de vue des ressources humaines, il n'y a pas de postes vacants dans les principaux postes de direction au sein de la Société. Cependant, du personnel technique et de production supplémentaire ainsi que de ventes et commercialisations sera nécessaire pour soutenir la croissance prévue. Prenant en compte le marché de l'emploi au Canada, aux États-Unis et en Europe, Opsens est confiante dans sa capacité à recruter des ressources humaines qualifiées en temps opportun.

En ce qui concerne la stratégie de rémunération de l'exécutif de l'entreprise, elle est orientée vers la création de valeur à long terme pour les actionnaires. Plusieurs dirigeants de l'entreprise détiennent une position importante en actions et en options d'achat d'actions dont l'acquisition des droits s'étend sur une période de quatre ans afin d'aligner l'intérêt des dirigeants de l'entreprise avec les intérêts des actionnaires. Cette vision à long terme stimule l'innovation et le développement de revenus récurrents.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Il n'existe aucune IFRS ou aucune interprétation du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (IFRIC) en vigueur pour la première fois en 2017, qui pourrait avoir eu une incidence importante sur la Société.

Pas encore adoptées

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de l'IFRS 9, *Instruments financiers*. La nouvelle norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Les dernières modifications apportées dans la nouvelle version comprennent des directives pour la classification et l'évaluation des actifs financiers et une troisième catégorie de mesure pour les actifs financiers, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La norme contient également un nouveau modèle de dépréciation attendue pour les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, des créances de location, des actifs de contrat, de certains engagements de prêt écrits et des contrats de garantie financière. La norme est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée rétroactivement à quelques exceptions près. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures en ce qui concerne la classification et la mesure, y compris la dépréciation, n'est pas nécessaire. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette nouvelle norme.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. L'IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes de comptabilisation des revenus, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et interprétations connexes telles que l'interprétation de l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la *clientèle*. La norme définit les exigences relatives à la comptabilisation des revenus. Plus précisément, la nouvelle norme introduit un cadre global avec le principe général que l'entité comptabilise les revenus pour refléter le transfert de biens ou de services aux clients pour un montant qui reflète la considération à laquelle une entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La norme introduit des directives plus prescriptives que ce qui était inclus dans les normes précédentes et qui peuvent entraîner des changements dans la classification et à la divulgation, en plus des changements dans le moment de la constatation de certains types de revenus. Le 22 juillet 2015, l'IASB a annoncé un report d'un an au 1^{er} janvier 2018 pour l'application de l'IFRS 15.

En avril 2016, l'IASB a publié des clarifications relativement à l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Ces clarifications donnent des précisions additionnelles sur la comptabilisation des revenus relativement à l'identification des obligations de prestation, sur l'application de directives en vue de déterminer si l'entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et sur les licences de propriété intellectuelle. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme.

IFRS 16, Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes sur les baux tels que l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la SIC 15, *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC 27, *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. Cette nouvelle norme définit comment évaluer, comptabiliser, présenter et divulguer les contrats de location. Elle fournit également un modèle unique de comptabilité pour le preneur, qui exige la reconnaissance des actifs et des passifs pour tous les contrats de location, sauf pour ceux dont la durée est de 12 mois ou moins, ou l'actif sous-jacent a une valeur faible. La comptabilisation pour le bailleur reste pratiquement inchangée. La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, avec une adoption anticipée permise pour les entreprises qui appliquent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette nouvelle norme.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

Le 29 janvier 2016, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à clarifier la norme IAS 7 pour améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, avec une adoption anticipée permise. L'adoption de cette nouvelle exigence ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements d'impôt sur le résultat

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements d'impôt sur le résultat* (les « Interprétations »). Les Interprétations fournissent des précisions sur le traitement comptable des passifs et actifs d'impôt courants et différés dans des circonstances où il existe une incertitude quant aux traitements d'impôt sur le résultat. L'Interprétation est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise.

L'interprétation requiert qu'une entité :

- Détermine si les traitements fiscaux incertains devraient être considérés séparément, ou ensemble en tant que groupe, en fonction de l'approche qui offre de meilleures prédictions de la résolution ;
- Reflète l'incertitude sur le montant de l'impôt sur le revenu payable (récupérable) s'il est probable qu'elle paiera (ou récupérera) un montant pour l'incertitude ; et
- Mesure une incertitude fiscale basée sur le montant le plus probable ou la valeur attendue selon la méthode la plus appropriée pour déterminer le montant payable (récupérable).

La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette nouvelle norme.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION

Conformément aux exigences du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le «Règlement 52-109»), la direction de la Société, y compris le chef de la direction («CEO») et le chef des finances («CFO»), ont évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information («CPCI») de la Société. Selon les résultats de l'évaluation, le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont conclu qu'au 31 août 2017, les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société garantissaient que les informations devant être divulguées par la Société sont traitées, résumées et communiquées dans les délais et les formulaires appropriés.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière («CIIF») est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS applicables. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière devrait comprendre les politiques et les procédures qui établissent ce qui suit:

- la tenue de dossiers raisonnablement détaillés, reflétant fidèlement et fidèlement les transactions et les cessions d'actifs ;
- une assurance raisonnable que les transactions sont comptabilisées comme requises pour permettre la préparation des états financiers conformément aux IFRS applicables ;
- les reçus et les dépenses ne sont effectués que conformément aux autorisations de la direction ou du conseil d'administration ; et
- une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection en temps opportun de l'acquisition, de l'utilisation ou de la disposition non autorisée des actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les instruments financiers.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2017, conformément avec la graduation de la Société à la Bourse TSX, la direction de la Société, avec la participation du chef de la direction et du chef des finances, a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et a conclu qu'au 31 août 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

LIMITATIONS DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les investisseurs doivent être conscients des limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable les CPCI et les CIIF tels que définis dans le Règlement 52-109 au cours du premier exercice financier annuel suivant la graduation de la Société à la bourse de Toronto peut entraîner des risques supplémentaires pour la qualité, la fiabilité, la transparence et la rapidité des dépôts annuels et d'autres dépôts prévus par la législation en valeurs mobilières. La direction de la Société, y compris le chef de la direction et le chef des finances, croit qu'en raison de limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information financière, peu importe leur conception et leur fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et non absolue des objectifs de contrôle. De plus, la conception d'un système de contrôle doit refléter le fait qu'il existe des contraintes de ressources et que les avantages des contrôles doivent être pris en compte par rapport à leurs coûts. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité pour les périodes futures sont sujettes au risque que toute conception ne réussisse pas à atteindre les objectifs fixés dans toutes les conditions futures potentielles. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à un système de contrôle rentable, des inexactitudes dues à une erreur ou à une fraude peuvent se produire et ne pas être détectées. De plus, la direction doit utiliser son jugement pour évaluer les contrôles et les procédures.

FACTEURS DE RISQUE

La Société exerce ses activités dans une industrie qui comporte divers risques et incertitudes. D'autres risques et incertitudes inconnus de la Société, ou que la Société estime être actuellement négligeables, peuvent nuire à la performance de la Société. La matérialisation de l'un des risques suivants pourrait nuire aux activités de la Société et avoir un impact négatif significatif sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Dans ce cas, le cours des actions de la Société pourrait être affecté.

La direction estime que des risques importants pourraient avoir une incidence sur les activités de la Société. Pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes, veuillez-vous reporter à la section «*Facteurs de risque*» de notre plus récente notice annuelle.

ARRANGEMENTS HORS-BILAN

En date du 31 août 2017, la Société n'était pas le principal bénéficiaire dans des entités ad hoc et il n'y avait pas d'arrangements hors-bilan.

AUTRES INFORMATIONS

Des renseignements à jour sur la Société peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à l'adresse <http://www.sedar.com>.

Au nom de la direction,
Chef de la direction financière et secrétaire corporatif

(s) *Robin Villeneuve, CPA, CA*

14 novembre 2017